



Romano Prodi, président de la Commission européenne

« Il faut organiser un grand débat sur les frontières de l'Europe »

« Vous rencontrez Bill Clinton le 27 octobre, en prélude aux négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle. Sur bien des sujets, le dialogue transatlantique devient acrimonieux. Un désaccord entre Européens et Américains aurait-il de graves conséquences ?

- Oui, parce qu'il faut saisir l'occasion de Seattle pour lancer un message sur l'avenir de l'économie mondiale. Etats-Unis et Europe, nous représentons ensemble les deux tiers du commerce mondial. Nous devons donner des garanties aux pays tiers, créer des conditions de commerce leur permettant d'avoir leur place. Nous devons aussi prendre en considération les nouveaux problèmes, ceux relevant de la santé et du "principe de précaution", mais aussi ceux liés aux clauses sociales. Il faut discuter afin de décider si ce sont de vraies diver-

gences, des incompréhensions ou des questions de tactique.

» Mais il ne faut pas créer de tensions artificielles à propos de problèmes difficiles, comme celui des organismes génétiquement modifiés (OGM). Les Européens doivent expliquer que notre décision est basée sur l'avis d'un organisme semblable à la Food and Drug Agency américaine et amorcer la discussion. A Seattle, il sera très important de donner des lignes directrices, afin d'éviter la tragédie de disputes transatlantiques régulières. On ne peut continuer à avoir chaque jour un contentieux, sur les bananes, les OGM, les subventions agricoles, etc. Surtout, il faut que nous affirmions que les intérêts des pays les moins avancés sont au cœur de nos préoccupations. Sinon, l'idée prévaudra que nous sommes occupés des intérêts des pays riches, des grandes sociétés, ce qui risque de conforter le sentiment que ces négociations déboucheront sur un risque accru de chômage mondial. (Lire aussi en page 6.)

- Au sein de l'UE, sera-t-il possible de dépasser l'ordre du jour de la conférence intergouvernementale pour examiner d'autres questions avant la fin 2000 ?

- Nous avons largement le temps de discuter avant la fin de l'an prochain. Je tiens à souligner que la France [qui assumera la présidence de l'Union au second semestre 2000] a une responsabilité particulièrement importante. D'autre part, il ne sera pas possible d'avoir plusieurs conférences intergouvernementales : ce sont des procédures très longues. Sans réforme institutionnelle, il ne peut y avoir d'élargissement. S'agissant du droit de veto, comme président du Conseil italien, j'ai pu mesurer à quel point, avec le

veto, rien ne peut se construire, notamment pas la démocratie.

- Faut-il commencer à traduire dans les traités l'ébauche de la défense européenne ?

- Oui. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours du président Chirac à Strasbourg [sur la construction d'une défense européenne autonome]. Un discours fort. J'ai toujours pensé que si nous ne rapprochions pas nos industries de défense, la situation politique ne sera jamais prête pour la défense européenne.

- Est-il normal qu'un pays rejoignant l'Union dispose d'un commissaire ?

- C'est notamment pour régler ce type de questions qu'il faut organiser rapidement la conférence intergouvernementale et décider de quel type de Commission nous voulons dans l'avenir. L'élargissement est une décision historique, qui entrera en application le jour où les candidats seront prêts à rejoindre l'Union. Il faut déjà réfléchir à une Commission avec vingt-cinq pays, voire davantage, qui puisse fonctionner.

- Quelle importance accordez-vous aux inquiétudes des gouvernements pour qui, à force de s'élargir, l'UE va perdre en efficacité et en influence ?

- Une grande importance. C'est pourquoi j'ai demandé au Parlement européen d'entreprendre un vaste débat sur la carte de l'Europe. Quelles sont les frontières, Quelle est l'"âme" de l'Europe ? Quelle forme donner aux coopérations renforcées [permettant à un groupe de pays de prendre des initiatives au nom de l'Union]. Quelles décisions prendre avec nos voisins du sud de la Méditerranée, avec la Russie, l'Ukraine, la Turquie ?

- L'argument de l'"ancrage dé-

mocratique" des anciens pays de l'Est à l'UE, pour des raisons stratégiques, n'a-t-il pas perdu de sa pertinence ?

- Je pense davantage à la vocation historique de l'Europe. L'élargissement, c'est la plus grande expérience historique qui soit : rassembler un large groupe de pays en préservant leurs racines culturelles, faire coexister la force des nations avec celle des régions... C'est beaucoup plus difficile que si nous avions affaire à une "pâte" homogène. Dans mon esprit, cette idée de menaces n'existe pas. J'ai un idéal positif de l'Europe. Je refuse de toutes mes forces l'idée d'un clash de civilisations, de lutte inévitable entre islamisme et christianisme. Ce sont des bêtises ! Il faut ouvrir le débat de façon positive, et méditer ce qui s'est passé dans l'ex-Yougoslavie, au Kosovo.

« Comme président du Conseil italien, j'ai pu mesurer à quel point, avec le veto, rien ne peut se construire »

- Sous le titre "Prodi démasqué : un centralisateur plus dangereux que Delors", le Times de Londres rappelait récemment que vous vous considérez volontiers comme le chef du "gouvernement" de l'Europe. Vous revendiquez ce titre ?

- Je rappelle à nos amis britanniques qu'avec l'Europe et en raison

de l'Europe, nous constatons sur tout le continent l'affirmation des langues régionales, le renforcement des régions, la dévolution [le transfert des pouvoirs] ! Croyez-vous qu'il aurait été possible d'avoir un Parlement au Pays de Galles, en Ecosse, sans l'Europe ? Non. Mais qu'est-ce que la Commission ? Nous sommes ici pour prendre des décisions de pouvoir exécutif. Si vous n'aimez pas le terme de "gouvernement", lequel employer ? "Commission consultative" ? Je parle de gouvernement parce que nous prenons des décisions de gouvernement. Il ne faut pas être pharisien ! Mais vous verrez, dans ma Commission, j'ai l'intention de décentraliser un grand nombre de compétences.

- Après les élections européennes, on a dit que l'Europe souffrait d'un "déficit démocratique". Comment y remédier ?

- Le nouveau rôle du Parlement ne sera pas suffisant pour mettre fin au "déficit démocratique", mais c'est un premier pas. Pour être honnête, on a surtout découvert le "déficit démocratique" après les élections, en constatant la forte abstention, et aussi en raison de la crise de la Commission, qui a donné une mauvaise image de l'Europe. Si nous voulons que les peuples s'intéressent demain aux élections européennes, il faut démontrer que la Commission est transparente et travaille au bien des peuples européens.

- Il n'empêche : l'idée est largement répandue que l'Europe, c'est ennuyeux.

- C'est pourquoi je parle toujours de l'"âme" de l'Europe, de la paix. Vous ne m'avez pas entendu prononcer une seule fois le mot "agriculture" ! Pourtant, c'est plus de la moitié du budget européen. Le dé-

bat doit porter sur les enjeux fondamentaux : la paix, les frontières, le concept de nations dans l'Europe, la culture des Européens. Dans ce cas, il y aura un nouvel intérêt pour l'Europe.

- Le débat sur la nécessité de préserver ou non l'Etat-nation vous paraît-il encore pertinent ?

- Il a fallu des siècles pour forger les Etats-nations. Ils ne vont pas disparaître, mais ils se transforment. La monnaie unique restera le symbole de grands changements historiques de l'Europe. Soyez sûr que tous les chefs de gouvernement, moi compris, ont bien mesuré ce que signifiait la monnaie unique en termes de souveraineté, et de conséquences sous la forme de chocs asymétriques.

- Certaines régions, comme la Lombardie, la Catalogne, le Bade-Wurtemberg ou Rhône-Alpes ont une forte identité et une puissance économique grandissante. Est-ce une évolution bénéfique pour l'Europe ?

- Non seulement bénéfique, mais naturelle : c'est le réveil des racines de l'Europe. Demandez aux gens en Italie s'ils se sentent davantage "régionaux" ou "Italiens". Ils répondent qu'ils sont d'abord attachés à leurs racines locales. En Europe, l'orgueil de chaque peuple a été jalousement préservé. C'est pourquoi les chefs de gouvernement ont pensé que la seule solution à long terme pour les Balkans, c'est l'Europe, seul moyen pour permettre à des peuples qui se haïssent de vivre ensemble. Si nous comprenons cet enjeu, l'Europe ne sera pas davantage "ennuyeuse". »

Propos recueillis à Bruxelles par Philippe Lemaître et Laurent Zecchini

